



Bulletin de la Banque Royale

Publié par La Banque Royale du Canada

Vol. 71 N° 5

Septembre/octobre 1990

Vivre dans l'illettrisme

L'illettrisme est un fléau de l'humanité, une source de misère qui entrave la justice et la démocratie. Peut-on se permettre de l'ignorer et de ne pas tout mettre en oeuvre pour le combattre, au Canada comme ailleurs dans le monde?

Imaginez quelle serait la vie sur cette planète si une personne sur cinq était affligée d'une maladie qui la rendrait infirme jusqu'à la fin de ses jours. Les médias consacraient à cette affliction une avalanche d'articles, les chercheurs s'acharneraient à trouver un remède, des dons pleuvraient pour aider les victimes, et de massives campagnes d'information lancées à l'échelle internationale viseraient à enrayer sa propagation.

Selon Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, plus de 1 milliard d'adultes ne peuvent ni lire ni écrire, handicap tout aussi grave qu'une infirmité physique. Si une telle calamité provoque si peu de réactions, c'est parce qu'elle n'est pas vraiment évidente. Elle ne fait pas perdre l'usage de ses yeux, de ses oreilles ou de ses membres; elle attaque l'esprit.

Un milliard! chiffre si énorme (40 fois la population actuelle du Canada) qu'il n'a pas de sens à l'échelle humaine.

Et pourtant, un chiffre même accompagné d'une série de zéros ne peut exprimer le désespoir d'un jeune homme intelligent du Tiers Monde qui pousse un chariot dans un bazar, sachant qu'il continuera à le faire jusqu'à ce qu'il soit immobilisé par l'âge ou la maladie. Son incapacité de lire lui ferme toutes les portes, sauf celles du travail physique le plus éprouvant. Il n'a pas le temps d'apprendre. Pour survivre, il doit déjà travailler 14 heures par jour.

Selon les Nations Unies, plus de 100 millions d'enfants ne vont pas à l'école, autre chiffre trop colossal pour le saisir pleinement. Les parents de tous les pays du monde veulent donner toutes les chances à leurs enfants : imaginez ne pas pouvoir offrir à votre enfant une instruction par manque d'écoles ou parce que vous ne pouvez lui servir d'instructeur, ne sachant pas lire vous-même.

Certes, dans certaines régions du monde, l'illettrisme est considéré comme normal. Ceci n'aide en rien à alléger la détresse des êtres doués et fougueux qui sont prisonniers intellectuellement de leur milieu. Les garçons et les filles qui grandissent dans les villages du Tiers Monde ont des rêves comme tous les enfants des pays riches mais, sans les outils de base pour s'instruire et communiquer, ils n'ont qu'une maigre chance de les réaliser.

Des millions et des millions de gens sont pris dans l'engrenage des restrictions de classe et de caste qui font que la lecture et l'écriture semblent peu importantes. On est censé suivre la voie tracée par ses parents et ses ancêtres. Les enfants commencent à travailler très jeunes sans jamais aller à l'école.

Dans des économies où le gros du travail est fait à la main et les activités commerciales assumées par une multitude de petits artisans et commerçants, il est possible à tout le moins de survivre sans lire ni écrire. Vues de l'extérieur, les classes illettrées des pays en voie de développement semblent satisfaites de leur sort. Pourquoi alors promouvoir l'alphabétisme lorsqu'il n'est pas une haute priorité?

Peut-être la raison la plus simple et la plus convaincante est celle avancée par Thomas Carlyle, écrivain et homme d'État britannique du 19^e siècle : «Qu'un seul homme puisse mourir ignorant alors qu'il avait la capacité d'apprendre est ce que j'appelle une tragédie.» La lecture et l'écriture sont la clé qui ouvre la porte à toutes les connaissances.

Les analphabètes, ne possédant pas l'instruction qui leur donne la liberté de se réaliser, sont incapables de tirer le meilleur parti de leur vie. Fait encore plus grave, ils ne peuvent donner la pleine mesure de leur talent et de leur intelligence et, par conséquent, ne contribuent pas autant qu'ils le pourraient au bien-

être de leur collectivité. Les cultures qui découragent les filles de s'instruire interdisent à la moitié de la population de travailler au bien public.

Lorsqu'on considère le nombre de découvertes qui, au cours des siècles passés, ont été redevables à la faible minorité de lettrés, on se demande jusqu'où

*Cette honte est
d'autant plus vive
que l'illettrisme
peut être conjuré*

l'humanité aurait pu progresser si la plupart des habitants de notre planète avaient pu cultiver leurs idées par la lecture ou les exprimer dans des écrits durables et facilement communica-

bles. Combien de Platon, de Shakespeare et d'Einstein potentiels vivent à l'instant même parmi ceux que Frank Laubach, champion moderne de l'alphabétisation, appelle «le milliard silencieux»? Y a-t-il quelque part, là où n'existe aucune école, un garçon ou une fille capable de trouver un remède pour le cancer, ou pour la haine?

Nous, nous ne saurons jamais ce que la race humaine aurait accompli si, dans sa majorité, elle n'avait pas été ligotée par l'ignorance et enchaînée par l'incapacité d'absorber des connaissances et de partager des idées. Nous savons cependant que le prix d'un tel handicap intellectuel est énorme.

«L'illettrisme tue», a déclaré dernièrement Carlos Murtore, chef de l'Organization for World Literacy. La transmission du SIDA et d'autres maladies contagieuses, l'insalubrité, mère de toutes les maladies, les méthodes agricoles improductives ou destructives, la surpopulation, toutes des plaies qui affligent le monde en voie de développement, sont perpétuées par l'incapacité à communiquer efficacement avec des gens que ne peuvent toucher les écrits.

Les ravages de l'illettrisme se manifestent généralement par des voies détournées. Parfois, ils lui sont directement et tristement liés. Le Central Road Research Institute de l'Inde a découvert, par exemple, qu'une forte proportion des quelque 40,000 accidents mortels de la route qui surviennent chaque année dans ce pays est imputable au fait que 99 pour cent des chauffeurs de camions ne peuvent lire les panneaux de signalisation.

En déclarant 1990 l'année de la lutte contre l'illettrisme dans le monde, M. Mayer, membre de l'UNESCO, qualifie de «honte collective» le fait que tant de gens soient condamnés à l'ignorance la plus noire dans la dernière décennie du soi-disant siècle des lumières. Cette honte est d'autant plus vive que l'illettrisme n'est pas inéluctable mais un état que l'on peut prévenir et corriger.

S'ils en avaient la possibilité, nombreux sont les analphabètes du monde qui apprendraient à lire, à écrire et à calculer. Grâce aux techniques d'enseigne-

ment modernes, même ceux qui ont des difficultés particulières peuvent devenir pleinement fonctionnels, c'est-à-dire lire, écrire, compter et calculer.

Pourquoi alors ne le sont-ils pas? L'excuse la plus courante est la rareté des ressources. Les professeurs, les salles de classe et l'argent manquent toujours. Mais, contradiction tragique, lorsqu'il s'agit d'armement, de tuer et d'estropier au lieu d'éduquer, l'argent ne semble jamais faire défaut. Dans certains pays, les enfants apprennent à tenir un fusil ou à lancer une bombe avant même d'ouvrir un livre.

Nul ne peut nier, cependant, que les pays du Tiers Monde font face dans leur lutte contre l'analphabétisme à des obstacles enracinés dans des traditions culturelles, politiques et économiques. Le Canada, pays relativement riche et évolué, n'a aucune excuse qui justifie le nombre élevé d'illettrés sur son territoire.

En effet, aussi choquants que ces résultats puissent paraître, des recherches révèlent que le taux d'analphabètes dans notre pays est à peu près le même que le taux moyen mondial, soit au moins un adulte sur cinq. Une étude très poussée réalisée en 1987 par le Southam News a révélé qu'au moins 24 pour cent des Canadiens âgés de 18 ans et plus étaient des illettrés fonctionnels en français ou en anglais et/ou incapables d'effectuer de simples opérations arithmétiques.

Ce chiffre est deux fois plus élevé que les estimations antérieures du gouvernement fédéral, lequel présumait, à des fins officielles, que quiconque ayant neuf ans de scolarité ou plus savait lire, écrire et compter. Si, à une époque, cette hypothèse était justifiée, elle est certainement erronée de nos jours. Plus d'un tiers des illettrés recensés par le sondage Southam détenait un diplôme d'études secondaires.

Ce sondage admet que l'analphabétisme est une notion relative. Il est évident que la somme des connaissances nécessaires pour fonctionner dans un milieu complexe comme l'environnement canadien est plus élevée que dans des pays où lire est moins impératif. Ce sondage était axé sur l'aptitude à se servir de textes écrits pour intervenir efficacement dans la société canadienne.

Les chercheurs ont questionné un échantillon de quelque 3,000 Canadiens et leur ont fait passer un petit examen portant sur l'exécution de tâches simples : trouver la dose correcte indiquée sur un flacon

*Être aujourd'hui
analphabète dans un
pays développé serait
vivre un cauchemar,
être ridiculisé,
marcher à tâtons
dans l'obscurité, se
heurter à des murs.*

de sirop contre la toux, encercler la date d'expiration d'un permis de conduire, indiquer les frais interurbains sur une facture téléphonique, calculer la monnaie d'une addition de restaurant. Les résultats, une fois projetés sur l'ensemble de la population, indiquent qu'au moins 4.5 millions

de Canadiens, voire peut-être 5 millions, ne possèdent pas les compétences linguistiques et mathématiques nécessaires pour affronter les exigences de la vie quotidienne.

Ces statistiques canadiennes, comme celles du monde entier d'ailleurs, cachent une profonde misère individuelle. Les personnes interrogées ont presque toutes déclaré que les lettrés ne pouvaient imaginer la frustration et l'humiliation de ceux qui ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Leur ignorance est souvent une source de déchirantes souffrances. À preuve, cette femme qui estime que son divorce est dû au fossé qui s'était creusé entre son mari qui savait lire et elle qui ne le savait pas.

Être aujourd'hui analphabète dans un pays développé serait pour la plupart d'entre nous vivre un cauchemar, marcher à tâtons dans l'obscurité, se heurter à des murs, et être en butte au mépris de ceux qui sont témoins de notre ignorance et de notre confusion. Les illettrés accomplissent à grand-peine ce que nous faisons automatiquement : trouver une adresse, un numéro de téléphone, payer une facture, prendre un autobus, magasiner. Un homme à qui l'on demandait pourquoi il ne trouvait pas de travail a expliqué qu'il ne pouvait lire les petites annonces, et que lorsqu'il trouvait un poste, il ne savait pas comment remplir la demande d'emploi.

Être analphabète est plus douloureux au Canada que dans une société moins développée en raison du stigmate social qui s'y rattache. L'illettré est jugé soit stupide ou paresseux dans un pays où, tout au moins en théorie, chacun a la possibilité d'aller à l'école pendant un nombre raisonnable d'années.

En fait, le taux scandaleux d'illettrés au Canada est dû principalement au grand nombre d'élèves (plus élevé qu'en Allemagne de l'Ouest, en Suède et aux États-Unis) qui abandonnent leurs études. Presque 30 pour cent des jeunes Canadiens d'aujourd'hui ne finissent pas leurs études secondaires, soit environ deux fois plus qu'aux États-Unis. Plus de la moitié des membres d'un échantillon représentatif de ce groupe âgés de 18 à 24 ans ont déclaré avoir quitté l'école soit parce qu'ils ne désiraient pas s'instruire, soit parce qu'ils voulaient travailler, soit parce qu'ils s'ennuyaient. Apparemment, il ne leur est jamais venu à l'esprit que, ne sachant pas vraiment lire, ils se refusaient à jamais le plaisir de se plonger dans un livre passionnant.

Ceux qui quittent l'école avant d'apprendre à lire découvrent rapidement que la société les traite, au mieux, comme des clowns, au pire, comme des parias. Pour les Canadiens, le fait de ne pas savoir lire est en quelque sorte honteux, comme le fait d'avoir fait de la prison.

Les analphabètes s'évertuent par tous les moyens à cacher leur handicap. Ils demandent à des amis et

à des membres de leur famille de chercher les renseignements dont ils ont besoin, de remplir des formulaires à leur place et ainsi de suite. Ils usent de subterfuges, prétendent avoir oublié leurs lunettes et, dans les restaurants, commandent toujours «le plat du jour» sans savoir de quoi il s'agit.

Un grand nombre d'entre eux se tirent si bien d'affaire grâce à ces stratagèmes qu'ils ne voient pas la nécessité de suivre des cours de rattrapage. Mais l'époque où l'illettré pouvait mener une vie relativement normale tire à sa fin. Il est impératif de savoir lire pour exercer un nombre croissant d'emplois, qu'il s'agisse d'exploiter une ferme ou de travailler dans une buanderie dotée de laveuses automatiques. Le monde des affaires est devenu le monde de l'écriture, les écrans des ordinateurs venant s'ajouter aux documents. Où qu'il se tourne, l'ouvrier moderne doit lire des manuels, répondre à des messages informatiques, rédiger des notes, remplir des formules.

L'illettrisme partiel, comme l'illettrisme intégral, préoccupe de plus en plus les employeurs canadiens. Ils ont affaire à des diplômés d'études secondaires et universitaires incapables de rédiger de simples notes de service ou de se servir de dossiers classés en ordre alphabétique, et ce au moment où le Canada a plus que jamais besoin d'une main-d'oeuvre alerte, adaptable et hautement compétente face à la féroce concurrence internationale, à une époque où la haute technologie est reine.

On estime que l'illettrisme fonctionnel coûte 4 milliards de dollars par an aux entreprises canadiennes en erreurs, besoins de formation, accidents du travail et baisse de productivité. Chaque fois que quelqu'un comprend une instruction de travers ou se trompe dans une commande, notre compétitivité internationale s'en ressent.

Soucieuses d'être concurrentielles, les entreprises canadiennes s'équipent de plus en plus avec du matériel de pointe. Le nombre de postes destinés aux travailleurs instruits et spécialisés est donc à la hausse tandis que ceux où les ouvriers ne sont pas tenus de lire accusent une baisse spectaculaire.

Instinctivement on a tendance à blâmer le système d'éducation pour la médiocrité des résultats du Canada en matière d'alphabétisation. Il ne faut pas

*Notre seule vraie
défense : la
création d'un
«environnement
lettré»*

oublier, cependant, que les écoles d'aujourd'hui, obéissant aux règles imposées par la société, jouent un rôle non éducatif. Les jeunes qui, il y a quelques années, auraient dû redoubler en raison de leur manque de maîtrise de la langue bénéficient d'une «promotion sociale» pour qu'ils puissent rester avec leur groupe d'âge. On demande aux



écoles de s'occuper des problèmes de comportement et de motivation, lesquels, jadis, étaient réglés à la maison.

Il ne s'agit plus d'un problème d'éducation mais d'attitudes, d'habitudes et de valeurs. «L'illettrisme commence chez soi», a déclaré Lynn McAlpine, directrice des programmes d'éducation pour adultes à l'université McGill, dans le cadre d'une entrevue récente avec la *Gazette* de Montréal. «Si l'enfant ne voit personne lire chez lui, la lecture est associée à l'école et ne devient pas un élément culturel de son vécu personnel.» Le meilleur conseil que les spécialistes puissent donner aux parents qui s'inquiètent des compétences linguistiques de leurs enfants est le suivant : faites-leur la lecture et lisez avec eux. La lecture sera très tôt une joie et non une corvée.

Pour faire face à l'âpreté de la concurrence, la lutte contre l'illettrisme doit devenir culturelle. La seule arme permanente à notre disposition est la création de ce que les spécialistes appellent «un environnement lettré», qui ferait grand cas de la lecture et de l'écriture non pour des raisons économiques mais pour leur valeur intrinsèque. Il faut viser haut aussi bien pour le niveau de vie que pour l'alphabétisme, les deux d'ailleurs allant, dans une grande mesure, la main dans la main.

Le peu de valeur conférée jusqu'ici à l'alphabétisme a de lourdes conséquences politiques et sociales. Les analphabètes ne peuvent se faire entendre et participer au processus démocratique. Étant incapables de communiquer par écrit, ils ne peuvent promouvoir leurs intérêts politiques. L'analphabétisme est à l'origine de graves problèmes sociaux. Ceux qui, en raison de leur handicap, sont mis à l'écart tendent à se tourner vers les drogues, l'alcool et le crime.

La perception que l'on se fait des analphabètes est le bât qui blesse. Il est faux que leur handicap est automatiquement synonyme de manque d'intelligence ou d'application, qu'ils sont des incapables ou peu disposés à suivre la formation nécessaire. Nous ne sommes que trop enclins à conclure «c'est sa faute» lorsque quelqu'un ne peut ni lire ni écrire alors qu'il peut être la victime des circonstances. Des douzaines de facteurs contribuent à l'illettrisme. Un jour, dans le cadre d'un entretien avec un journaliste, une femme a déclaré qu'on ne lisait jamais chez elle parce que sa mère était une obsédée de l'ordre et qu'elle ne sup-

portait pas de voir des papiers éparés dans la maison.

Dire «c'est sa faute» revient à dire «c'est son problème». Compte tenu des ravages économiques, politiques et sociaux causés par l'illettrisme, il est évident

*Heureusement,
l'illettrisme peut
être combattu au
niveau individuel*

que ce problème nous touche tous, que le progrès social et la prospérité de notre pays sont en jeu. L'illettrisme est responsable d'une perte importante de nos ressources intellectuelles.

Or, ces ressources, au sein d'une économie planétaire de plus en plus complexe, représentent le principal produit qu'un pays développé ait à vendre.

Heureusement, l'illettrisme n'est pas un domaine qui échappe à l'action du citoyen moyen. Quiconque, connaissant bien sa langue ou la base des mathématiques, peut se joindre à un groupe local d'alphabétisation (pour connaître le groupe près de chez vous, adressez-vous à Centraide ou aux autres agences de bénévolat de votre région). Quiconque connaît personnellement un illettré peut gentiment l'inviter à participer à des cours de rattrapage.

La moitié de la bataille contre l'illettrisme sera gagnée en éliminant le stigmate qui s'y rattache. Les hommes et les femmes qui hésitent à admettre leur handicap doivent être persuadés qu'ils peuvent apprendre à lire, à écrire et à compter et que, quel que soit leur âge, une deuxième chance leur est offerte.

Quant aux gouvernements qui assument la plus grande partie du financement des cours d'alphabétisation, il faut les convaincre qu'il s'agit d'une question nationale qui préoccupe sérieusement les citoyens et qui doit être placée en tête des priorités politiques. Il en est de même au niveau mondial. Nous devons prouver à nos leaders que l'illettrisme est l'un des graves problèmes de notre planète et que nous voulons que le Canada participe activement, de concert avec d'autres pays, à la lutte contre ce fléau. Nous ne voulons pas que ceux qui nous représentent demeurent inactifs alors que l'illettrisme continue son oeuvre insidieuse de destruction et compromet l'aptitude de la race humaine à vivre heureuse et en sécurité dans une société juste. Il faut faire davantage, et beaucoup plus *peut* être fait.

Nouvelle présentation, nouveau papier

Comme en témoigne ce numéro, le Bulletin de la Banque Royale arbore un nouveau visage graphique qui lui donne une allure plus contemporaine et le rend plus lisible. En outre, s'inscrivant dans le cadre de l'engagement pris par la Banque Royale à l'égard de la protection de l'environnement, et pour répondre aux préoccupations écologiques actuelles, il sera désormais imprimé sur du papier recyclé.

